

L'invité de Grain de sel : K.-S. Gopal



K.S. Gopal

► K.-S. Gopal travaille pour le Centre pour l'environnement basé à Hyderabad, en Inde. Il est également chargé des relations internationales pour Vani¹, une fédération nationale de 2500 ONG indiennes. Nous avons rencontré M. Gopal alors qu'il participait à Alimenterre à Paris en octobre 2005, pour parler avec lui de Vani¹, de son association, de coopération internationale Nord-Sud et Sud-Sud. Une rencontre intéressante à plus d'un titre, notre invité se tenant bien loin de toute langue de bois...

GRAIN DE SEL : *Quels sont le rôle et l'action du Centre for Environment Concerns (CEC)² ?*

KSG : Au cœur de notre action se trouve la question de l'alimentation, qui constitue pour nous la condition *sine qua non* de tout développement. Nous travaillons sur les zones sèches non irriguées, où les paysans sont propriétaires de petites parcelles (environ 1 hectare), avec des terres peu fertiles. Il s'agit de cultures vivrières (céréales, pois chiches). Mais les gens travaillent de moins en moins leur terre... on trouve de plus en plus souvent des gens qui pratiquent le métayage, ou d'ouvriers agricoles, parfois payés en céréales. CEC tente de mettre en lien alimentation et travail. Il nous arrive de distribuer de la nourriture, en début de mois, de façon à assurer la sécurité alimentaire aux foyers, ils paient en travail ou en argent selon leurs moyens. Les plus vulnérables sont ainsi renforcés, ils ont de quoi manger tous les mois, ce qui n'était pas évident auparavant.

Gds : *Si l'on vous dit « Agrobusiness » ?*

1. Voluntary Action Network India : réseau action pour le volontariat en Inde. Vani est un partenaire de Coordination Sud ; un partenariat qui « vise à faciliter les interactions entre ONG françaises et indiennes et permettre une activité de lobbying efficace auprès des gouvernements indien et français ».
2. ONG basée dans l'Andra Pradesh, Inde du Sud.

« OGM » ? *Que répondez-vous ?*

KSG : L'agrobusiness n'a pas, en Inde, la place qu'il peut avoir au Brésil : il fait tout juste son apparition. Et encore, cela n'est pas dans notre secteur, mais dans les zones de culture irriguée. Sur la question des OGM, de mon point de vue il faut distinguer deux choses bien différentes. La question n'est pas « Les OGM oui ou non ? » mais plutôt « Est-ce utile et pourquoi ? » et : « Est-ce disponible ? ». Certains disent que les OGM vont résoudre les problèmes d'alimentation. Mais il y a suffisamment de nourriture dans le monde pour nourrir la planète. Pour l'environnement et la biodiversité, le développement des OGM peut être dangereux.

Gds : *Quels sont les échanges entre la société civile indienne et le continent africain ? Quels liens promouvoir et pourquoi ?*

KSG : Au niveau de la société civile, il y a très peu d'échanges entre l'Inde et l'Afrique. Au niveau gouvernemental, c'est la même chose. On ne peut attendre aucun profit direct de ce type d'échanges... L'Inde vient de débloquer un fonds de 1 milliard de dollars pour l'Afrique. Il faut dire que l'Inde veut devenir membre du Conseil de sécurité. Si nous avions à travailler en Afrique, je pense qu'il nous faudrait revenir aux priorités que sont la sécurité alimentaire, le développement des ressources naturelles et le développement des infrastructures. Pour moi, l'objectif du développement n'est pas que les

gens soient riches mais plutôt qu'ils soient confiants dans la société, qu'ils y trouvent chacun une place digne. Il ne faut pas parler mais agir. Or jusqu'à présent en Afrique les résultats de la coopération au développement ne sont pas très concluants... Pour moi il faut penser différemment, avoir des alternatives concrètes. Ne soyez pas conduits par les pensées du Nord, et croyez bien que ce qui compte, c'est votre propre force intérieure.

Gds : *Comment envisagez-vous de telles alliances à l'avenir ?*

KSG : Il y a différentes alliances à avoir, il faut changer les modes de pensée par la pratique. La microfinance ? nous n'en voulons pas, nous le disons. Il faut innover. Il y a 20 ans on parlait de « Gender », et puis on n'en parle plus. Ces sujets ne doivent pas être des fins en soi, ce sont des instruments, rien de plus. Les ONG deviennent internationales, elles perdent le contact avec les populations. Par exemple, les objectifs du millénaire pour le développement sont devenus un « prétexte » pour qu'elles fassent leur plaidoyer. On voit ainsi, de plus en plus, de très grosses ONG qui occupent toute la place, se lancent dans la recherche, etc. Elles attirent de petites ONG forcément, car elles sont également bailleurs de fonds... Mais de telles évolutions ne sont pas souhaitables, le risque étant qu'elles perdent toute légitimité. ■

sans
commentaire...

Une image

Une parole

Un chiffre



« Allons-nous continuer, en Afrique, à semer du coton pour récolter des déficits, pendant que d'autres, plus nantis, sèment le coton pour récolter des subventions ? »

Le président malien Amadou Toumani Touré sommet Afrique France de Bamako, décembre 2005.

43

pays en développement dépendent de l'exportation d'un unique produit agricole qui assure plus de 20 % de la totalité de leurs recettes tirées de l'exportation des marchandises.

Source : Afrique Agriculture 339, septembre 2005.